

RECTORAT
**Division des personnels enseignant
du second degré**
**Division des personnels enseignant
du premier degré**
Réf : 2024-03-301- DPE 2 – DPE 1

Cayenne, le

22 MARS 2024

Affaire suivie par :

Jean RAMERY
Tél 0594 27 20 64
Bureau de la gestion collective de la DPE 1
Mail : gestionco.dpe1@ac-guyane.fr

Affaire suivie par :

Karine AGELAN
Tél : 05 94 27 20 11
Bureau de la gestion collective de la DPE2
Mail : dpe2.tit.gestionco@ac-guyane.fr

Site de Troubiran - Route de Baduel
BP 6011 - 97300 Cayenne

Publics concernés : Les personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale du premier et second degré public, titulaires et non titulaires, à l'exclusion des stagiaires.

Objet : Congé de formation professionnelle accordé aux personnels enseignants du premier et second degré, personnels d'éducation et psychologues de l'éducation nationale, titulaires et non titulaires – Année scolaire 2023/2024.

Notice : La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'attribution du congé de formation professionnelle(CFP) et de sa mise en œuvre pour l'année scolaire 2024/2025.
La circulaire du 16 mars 2023 est abrogée.

Référencement : Site académique, rubrique « personnels » puis « circulaires personnels 2nd degré et 1^{er} degré »

Le Recteur de la Région académique de Guyane
Recteur de l'académie de Guyane
Chancelier des Universités
Directeur académiques des services de l'Éducation nationale

VU :

- Décret n° 2007-1470 modifié du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat.
- Décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics et des ouvriers affiliés au régime des pensions résultant du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004.

I- Nature du congé de formation professionnelle

Le congé de formation professionnelle peut être demandé en vue d'effectuer toute formation, y compris les formations proposées par un organisme d'enseignement à distance dès lors qu'elles sont équivalentes à des formations dispensées en présentiel.

Le congé de formation professionnelle ne peut excéder trois ans sur l'ensemble de la carrière, dont seulement 12 mois sont rémunérés.

Dans l'intérêt du service, le congé doit être continu et effectué à temps complet.

II- Personnels concernés

Sont concernés par les dispositions de cette circulaire les personnels enseignants du premier et second degré public, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale titulaires et non titulaires qui ont accompli au moins l'équivalent de 3 ans de service effectifs à temps plein en contrat dans la fonction publique dont au moins 1 an dans l'éducation nationale, à l'exclusion des stagiaires.

Ce congé est destiné aux personnels souhaitant parfaire leur formation personnelle et/ou professionnelle.

Pour les enseignants contractuels qui ont accompli au moins l'équivalent de 3 ans de service effectifs à temps plein en contrat dans la fonction publique dont au moins 1 an dans l'éducation nationale, les périodes passées en congé de formation doivent être incluses dans le temps de service reconnu aux intéressés et sont prises en compte dans le calcul de leur droit à pension.

III- Critères des classements et des modalités d'octroi de congé

Les congés de formation rémunéré sont attribués dans la limite du contingent réglementaire d'emplois réservés à cet effet et sont examinés au regard des critères suivants :

- Échelon détenu ;
- Diplôme préparé ;
- Type de concours préparé ;
- Admissibilités (uniquement pour les congés de formation pour préparer au concours) ;
- Antériorité de la demande (comptabilisation du nombre de demandes antérieurement déposées et non satisfaites, de manière consécutive, **uniquement dans l'académie de Guyane. Sont exclues les demandes faites dans d'autres académies).**

En cas d'égalité, des critères d'ancienneté permettent de départager les demandeurs (ancienneté dans le corps, ancienneté dans l'échelon).

L'octroi d'un congé de formation professionnelle doit être compatible avec le fonctionnement du service, notamment avec les possibilités de remplacement. L'état des ressources humaines au niveau académique est donc pris en compte dans l'examen des demandes.

La partie du stage accomplie dans un centre de formation ou comportant un enseignement professionnel ne peut être prise en compte au titre des services effectifs, ainsi que les périodes de service national.

Les personnels qui ne seraient pas en position d'activité doivent faire l'objet d'une réintégration avant de pouvoir bénéficier d'un congé de formation professionnelle.

IV - Les actions de formation

Les actions de formation choisies par les personnels ne peuvent excéder trois ans sur l'ensemble de la carrière.

Les candidats sont tenus de suivre une action de formation agréée par l'État. Cet agrément n'est pas requis lorsque la formation est organisée par un établissement public de formation ou d'enseignement. Dans les autres cas, le candidat doit fournir les pièces justificatives à cet agrément.

Les candidatures auprès du CNED sont recevables, sous réserve qu'une attestation de suivi des cours ou de renvoi des devoirs puisse être délivrée aux intéressés et que les bénéficiaires du congé de formation fournissent le moment venu les justificatifs exigés.

V - Obligation des personnels bénéficiaires d'un congé de formation

L'agent qui sollicite un congé de formation professionnelle au titre d'une année scolaire, s'engage, en cas d'octroi par l'administration, à prendre effectivement ce congé.

Aucun congé accordé ne pourra être reporté sur une autre année scolaire.

De même, après l'obtention d'un congé de formation, tout désistement, autre que pour motif impérieux justifié, engendrera la perte du bénéfice de l'ancienneté de cette demande.

Au cours du congé :

L'agent s'engage à suivre sa formation de manière assidue et ininterrompue.

Il doit obligatoirement, à chaque fin de mois, remettre à la division des personnels enseignants dont il relève (DPE 1 ou DPE 2) une attestation de présence effective en formation produite par l'établissement de formation (y compris pour les établissements de formation par correspondance), justifiant de son assiduité ou de sa présence effective à la formation au cours du mois écoulé.

La production de ce document conditionne la mise en paiement de l'indemnité. Sa non-production ou l'interruption de la formation sans motif valable, entraîne la suppression du congé accordé et le remboursement par l'intéressé des rémunérations perçues.

A l'issue du congé :

L'agent qui bénéficie d'un congé de formation s'engage, à l'expiration de celui-ci, à rester au service de l'état pendant une période d'une durée égale au triple de celle pendant laquelle l'indemnité mensuelle forfaitaire aura été versée. En cas de rupture de cet engagement, lesdites indemnités devront être remboursées par l'agent.

Par « service de l'Etat », il faut entendre les services accomplis en activité ou en détachement auprès d'une administration de l'Etat ou d'un service extérieur dépendant ou auprès d'un établissement public de l'Etat (administrations mentionnées à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1983).

Le temps passé en congé de formation est valable pour l'ancienneté, il entre en compte lors du calcul du minimum de temps requis pour postuler à une promotion de grade ou accéder à un corps ainsi que pour le droit à pension ; il donne lieu aux retenues pour pension civile dans les conditions prévues à l'article L.9 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

VI - Indemnité forfaitaire mensuelle

L'attention des personnels est attirée sur le fait que la rémunération pendant le congé s'effectue sous la forme d'une indemnité mensuelle forfaitaire limitée à 12 mois correspondant à 85% du traitement brut (hors majoration indiciaire) et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice détenu au moment de la mise en congé, **sans pouvoir excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 (majoré 543).**

Je vous précise qu'en cas de congé passé en Guyane, la majoration de traitement s'applique sur le traitement réduit à 85% et non sur les 100% de base et que le plafond mentionné ci-dessus doit être respecté, ce qui peut exclure toute application de ladite majoration. Le supplément familial est maintenu.

N.B : Les congés de formation passés hors du département ne donneront pas lieu au versement de la majoration DOM.

VII – Dépôt des demandes

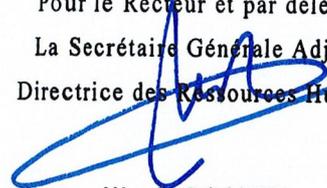
Les candidats sont invités à établir leurs demandes par le portail Colibris du lundi 25 mars au vendredi 19 avril 2024 :

<https://portail-guyane.colibris.education.gouv.fr/>.

Par ailleurs dans un souci de cohérence administrative, le bénéfice d'un congé de formation professionnelle pour l'année **scolaire 2024/2025** ne pourrait être maintenu à un enseignant qui aurait obtenu une mutation dans une autre académie à la **rentrée 2024**.

Je vous demande de veiller avec un soin particulier, d'une part, à la plus large diffusion de la présente note auprès de l'ensemble des personnels de votre établissement, et, d'autre part, au respect de ce calendrier.

Pour le Recteur et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe
Directrice des Ressources Humaines



Nicole ROCHUR